

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1658

[2007/201284]

15 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables notamment les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai, le 8 décembre 2006, le 12 février 2007 et le 12 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2006;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 27 juin 2006;

Vu l'avis n° 32/2006 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 10 juillet 2006;

Vu les avis 40.963/4 et 42.044/4 du Conseil d'Etat, donnés les 19 septembre 2006 et 22 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, les modifications suivantes sont apportées :

1^o la définition reprise au point 7^o est remplacée par ce qui suit :

« performance énergétique d'un bâtiment (PEB) : quantité d'énergie effectivement consommée ou estimée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment, ce qui peut inclure notamment le chauffage, l'eau chaude, le système de refroidissement éventuel, la ventilation et l'éclairage; cette quantité est exprimée par un ou plusieurs indicateurs numériques qui résulte d'un calcul tenant compte de l'isolation, des caractéristiques techniques et des caractéristiques des installations, de la conception et de l'implantation eu égard aux paramètres climatiques, à l'exposition solaire et à l'incidence des structures avoisinantes, de l'auto-production d'énergie et d'autres facteurs, y compris le climat intérieur, qui influencent la demande d'énergie. »

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Le taux applicable à la base de calcul pour le montant de la subvention est déterminé comme suit :

a) pour l'installation d'une comptabilité énergétique, la réalisation d'un audit énergétique par un auditeur agréé, d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, le taux de la subvention est fixé à 50 % des coûts éligibles. Toutefois, le taux est ramené à 25 % si ces investissements font l'objet d'autres subsides ou primes dépassant 40 % du montant éligible.

b) pour les travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, le taux de la subvention est fixé à 30 % du montant des coûts éligibles. Toutefois, le taux est ramené à 15 % si ces travaux font l'objet d'autres subsides ou primes dépassant 20 % du montant éligible.

§ 2. Pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au § 1^{er}, b), le montant des coûts éligibles doit être égal ou supérieur à 2.500 euros. »

Art. 3. Il est inséré un article 4bis dans le même arrêté libellé comme suit :

« Art. 4bis. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires déterminés en application de l'article 5, § 9 du décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, le Gouvernement accorde, pour certains travaux de rénovation permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment appartenant à leur patrimoine ou qu'ils occupent, une subvention aux personnes de droit public.

Peuvent bénéficier d'une subvention dans le cadre du présent article les travaux visés à l'annexe V, portant sur l'isolation thermique des parois du bâtiment, sur le remplacement ou l'amélioration de tout système de chauffage ainsi que sur les installations d'éclairage.

Dans ce cas, le taux de la subvention est fixé à 75 % du montant des coûts éligibles.

Toutefois, une subvention ne pourra être accordée au demandeur que si, lors de l'introduction de sa demande, il occupe le bâtiment visé et si ce bâtiment est construit depuis au moins dix ans.

§ 2. La base de calcul de la subvention est évaluée conformément à l'article 3, § 1^{er}, et § 2, c).

§ 3. Le Gouvernement détermine, au moment de l'appel à projets, le montant minimum des coûts éligibles à atteindre pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au § 1^{er} du présent article. »

Art. 4. Il est inséré un article *4ter* dans le même arrêté libellé comme suit :

« Art. *4ter*. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires déterminés en application de l'article 5, § 9 du décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, le Gouvernement accorde, pour certains travaux de rénovation permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment appartenant à leur patrimoine ou qu'elles occupent, une subvention aux écoles.

Peuvent bénéficier d'une subvention dans le cadre du présent article les travaux visés à l'annexe V, portant sur l'isolation thermique des parois du bâtiment, sur le remplacement ou l'amélioration de tout système de chauffage ainsi que sur les installations d'éclairage.

Dans ce cas, le taux de la subvention est fixé à 75 % du montant des coûts éligibles.

Toutefois, une subvention ne pourra être accordée au demandeur que si, lors de l'introduction de sa demande, il occupe le bâtiment visé et si ce bâtiment est construit depuis au moins dix ans.

§ 2. La base de calcul de la subvention est évaluée conformément à l'article 3, § 1^{er}, et § 2, c).

§ 3. Le Gouvernement détermine, au moment de l'appel à projets, le montant minimum des coûts éligibles à atteindre pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au § 1^{er} du présent article. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Dans les cas visés à l'article *4bis*, § 1^{er}, et *4ter*, § 1^{er}, le cumul des subventions n'est pas autorisé. »

Art. 6. Les dossiers de subventions, introduits, en application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes morales de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont régis par l'arrêté en vigueur au moment de leur introduction auprès de l'administration.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1658

[2007/201284]

15. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden;

Aufgrund des am 22. Mai, am 8. Dezember 2006, am 12. Februar 2007 und am 12. März 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Mai 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 27. Juni 2006 gegebenen Einverständnisses des Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region;

Aufgrund des am 10. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens Nr. 32/2006 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund der am 19. September 2006 und am 22. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachten 40.963/4 und 42.044/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o Die unter Punkt 7^o gegebene Definition wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Energieeffizienz eines Gebäudes (PEB): die Energiemenge, die tatsächlich verbraucht oder veranschlagt wird, um den unterschiedlichen Erfordernissen im Rahmen der Standardnutzung des Gebäudes (u. a. etwa Heizung, Warmwasserbereitung, ggf. Kühlung, Lüftung und Beleuchtung) gerecht zu werden. Diese Energiemenge ist durch einen oder mehrere numerische Indikatoren darzustellen, die unter Berücksichtigung von Wärmedämmung, technischen Merkmalen und Installationskennwerten, Bauart und Lage in Bezug auf klimatische Aspekte, Sonnenexposition und Einwirkung der benachbarten Strukturen, Eigenenergieerzeugung und anderer Faktoren, einschließlich Innenraumklima, die den Energiebedarf beeinflussen, berechnet wurden»;

Art. 2 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - Der auf die Berechnungsgrundlage für den Betrag des Zuschusses anwendbare Satz wird wie folgt festgelegt:

a) für die Einführung einer Energiebuchhaltung, die Durchführung einer Energiebilanz durch einen zugelassenen Begutachter, einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, wird der Bezuschussungssatz auf 50% der zulässigen Kosten festgelegt. Der Satz wird jedoch auf 25% herabgesetzt, wenn diese Investitionen schon Gegenstand von anderen Zuschüssen oder Prämien sind, die 40% des zulässigen Betrags überschreiten.

b) für die Arbeiten, die eine Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes ermöglichen, beträgt der Bezuschussungssatz 30 % des Betrags der zulässigen Kosten. Der Satz wird jedoch auf 15% herabgesetzt, wenn diese Arbeiten schon Gegenstand von anderen Zuschüssen oder Prämien sind, die 20% des zulässigen Betrags überschreiten.

§ 2. Um auf den in § 1 b) erwähnten Zuschuss Anspruch zu haben, muss sich der Betrag der zulässigen Kosten mindestens auf € 2.500 belaufen.»

Art. 3 - In demselben Erlass wird ein Artikel 4*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 4*bis* - § 1 - Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel, die in Anwendung von Artikel 5 § 9 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, bestimmten werden, gewährt die Regierung den Personen öffentlichen Rechts einen Zuschuss für bestimmte Renovierungsarbeiten, die eine Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes, das ihrem Vermögenbestand gehört oder von ihnen benutzt wird, ermöglichen.

Anspruch auf einen Zuschuss im Rahmen des vorliegenden Artikels geben die in Anlage V erwähnten Arbeiten betreffend die Wärmedämmung der Wände des Gebäudes, die Ersetzung oder Verbesserung jegliches Heizsystems sowie die Beleuchtungsanlagen.

In diesem Fall wird der Bezuschussungssatz auf 75% des Betrags der zulässigen Kosten festgelegt.

Jedoch kann ein Zuschuss dem Antragsteller nur dann gewährt werden, wenn er zum Zeitpunkt der Einreichung seines Antrags das betreffende Gebäude benutzt und wenn dieses Gebäude vor mindestens zehn Jahren gebaut wurde.

§ 2 - Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses wird gemäß Artikel 3 § 1 und § 2 c) geschätzt.

§ 3 - Die Regierung bestimmt zum Zeitpunkt des Aufrufs zur Projekteinreichung den Mindestbetrag der zulässigen Kosten, der zu erreichen ist, um Anspruch auf den in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Zuschuss zu haben.»

Art. 4 - In demselben Erlass wird ein Artikel 4*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 4*ter* - § 1 - Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel, die in Anwendung von Artikel 5 § 9 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, bestimmt werden, gewährt die Regierung den Schulen einen Zuschuss für bestimmte Renovierungsarbeiten, die eine Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes, das ihrem Vermögenbestand gehört oder von ihnen benutzt werden, ermöglichen.

Anspruch auf einen Zuschuss im Rahmen des vorliegenden Artikels geben die in Anlage V erwähnten Arbeiten betreffend die Wärmedämmung der Wände des Gebäudes, die Ersetzung oder Verbesserung jegliches Heizsystems sowie die Beleuchtungsanlagen.

In diesem Fall wird der Bezuschussungssatz auf 75% des Betrags der zulässigen Kosten festgelegt.

Jedoch kann ein Zuschuss dem Antragsteller nur dann gewährt werden, wenn er zum Zeitpunkt der Einreichung seines Antrags das betreffende Gebäude benutzt und wenn dieses Gebäude vor mindestens zehn Jahren gebaut wurde.

§ 2. Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses wird gemäß Artikel 3 § 1 und § 2 c) geschätzt.

§ 3 - Die Regierung bestimmt zum Zeitpunkt des Aufrufs zur Projekteinreichung den Mindestbetrag der zulässigen Kosten, der zu erreichen ist, um Anspruch auf den in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Zuschuss zu haben.»

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

«In den in Artikel 4bis, § 1 und 4ter, § 1 erwähnten Fällen ist das gleichzeitige Beziehen mehrerer Zuschüsse nicht erlaubt.»

Art. 6 - Die Akten bezüglich Zuschüsse, die in Anwendung von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, werden durch den zum Zeitpunkt ihrer Einreichung bei der Verwaltung in Kraft befindlichen Erlass geregelt.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, bestimmt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1658

[2007/201284]

15 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 7 tot 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei, 8 december 2006, 12 februari 2007 en 12 maart 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 27 juni 2006;

Gelet op het advies Nr. 32/2006 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne"), gegeven op 10 juli 2006;

Gelet op de adviezen 40.963/4 en 42.044/4 van de Raad van State, gegeven op 19 september 2006 en 22 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de definitie opgenomen in punt 7° wordt vervangen als volgt :

« energieprestatie van een gebouw (PEB) : energiehoeveelheid daadwerkelijk verbruikt of geraamd om in te spelen op de verschillende behoeften in geval van standaardgebruik van het gebouw, o.a. verwarming, warmwater, eventueel een afkoelingssysteem, ventilatie en verlichting; die hoeveelheid wordt uitgedrukt door één of meer numerieke indicatoren berekend met inachtneming van de isolatie, de technische kenmerken en de kenmerken van de installaties, het ontwerp en de ligging rekening houdend met de klimatologische aspecten, de blootstelling aan de zon en de invloed van de aangrenzende structuren, de eigen energieopwekking en overige factoren, waaronder het binnenklimaat, die de vraag naar energie beïnvloeden ».

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het percentage dat van toepassing is op de grondslag voor de berekening van het subsidiebedrag wordt bepaald als volgt :

a) voor de invoering van een energieboekhouding, de uitvoering van een energie-audit door een erkende auditeur, van een haalbaarheidsvoorstudie betreffende een investering met het oog op de verwezenlijking van werken die de energie-efficiëntie van het gebouw kunnen verhogen, wordt het percentage van de subsidie vastgelegd op 50 % van de in aanmerking komende kosten. Dat percentage wordt evenwel op 25 % vastgelegd als die investeringen het voorwerp zijn van andere subsidies of premies die 40 % van het in aanmerking komende bedrag overschrijden;

b) voor de werken die een betere energie-efficiëntie in een gebouw mogelijk maken, wordt het percentage van de subsidie vastgelegd op 30 % van de in aanmerking komende kosten. Dat percentage wordt evenwel op 15 % vastgelegd als die werken het voorwerp zijn van andere subsidies of premies die 20 % van het in aanmerking komende bedrag overschrijden.

§ 2. Om aanspraak te kunnen maken op de subsidie bedoeld in § 1, b), dient het bedrag van de in aanmerking komende kosten gelijk te zijn aan 2.500 euro of meer.

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *4bis*, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaald overeenkomstig artikel 5, § 9, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een "Centre régional d'aide aux communes" (Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten) dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, verleent de Regering een subsidie aan de publiekrechtelijke personen voor bepaalde renovatiewerken met het oog op een betere energie-efficiëntie van het gebouw dat deel uitmaakt van hun vermogen of dat door hen bezet wordt.

In het kader van dit artikel kan een subsidie verleend worden voor de werken bedoeld in bijlage V m.b.t. de thermische isolatie van de wanden van het gebouw, de vervanging of verbetering van elk verwarmingssysteem, alsook m.b.t. de verlichtingsinstallaties.

In dat geval wordt het subsidiepercentage vastgelegd op 75 % van het bedrag van de in aanmerking komende kosten.

De aanvrager ontvangt de subsidie slechts voor zover het gebouw bij de indiening van de aanvraag door hem bezet wordt en sinds minstens tien jaar is opgetrokken.

§ 2. De grondslag voor de berekening van de subsidie wordt geraamd overeenkomstig artikel 3, § 1, en § 2, c).

§ 3. Bij de oproep tot indiening van projecten bepaalt de Regering het te halen minimumbedrag van de in aanmerking komende kosten om aanspraak te kunnen maken op de subsidie bedoeld in § 1 van dit artikel. »

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *4ter*, luidend als volgt :

« Art. *4ter*. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaald overeenkomstig artikel 5, § 9, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een "Centre régional d'aide aux communes" dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, verleent de Regering een subsidie aan de scholen voor bepaalde renovatiewerken met het oog op een betere energie-efficiëntie van het gebouw dat deel uitmaakt van hun patrimonium of dat door hen bezet wordt.

In het kader van dit artikel kan een subsidie verleend worden voor de werken bedoeld in bijlage V m.b.t. de thermische isolatie van de wanden van het gebouw, de vervanging of verbetering van elk verwarmingssysteem, alsook m.b.t. de verlichtingsinstallaties.

In dat geval wordt het subsidiepercentage vastgelegd op 75 % van het bedrag van de in aanmerking komende kosten.

De aanvrager ontvangt de subsidie slechts voor zover het gebouw bij de indiening van de aanvraag door hem bezet is en sinds minstens tien jaar is opgetrokken.

§ 2. De grondslag voor de berekening van de subsidie wordt geraamd overeenkomstig artikel 3, § 1, en § 2, c).

§ 3. Bij de oproep tot indiening van projecten bepaalt de Regering het te halen minimumbedrag van de in aanmerking komende kosten om aanspraak te kunnen maken op de subsidie bedoeld in § 1 van dit artikel. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In de gevallen bedoeld in artikel *4bis*, § 1, en *4ter*, § 1, mogen de subsidies niet gecumuleerd worden. »

Art. 6. De subsidiedossiers die overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediend worden, vallen onder het besluit van kracht de dag waarop ze bij de administratie ingediend worden.

Art. 7. De Minister van Energie bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 8. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE